



Briefing de Bruxelles sur le développement n° 53

La prochaine génération d'agriculteurs : succès et nouvelles opportunités

Organisé par le CTA, le Secrétariat ACP, la Commission européenne (DG DEVCO/AGRI, Concord

Mardi 20 novembre 2018, 9h00-13h00

Secrétariat ACP, Avenue Georges Henri 451, 1200 Bruxelles

<http://bruxellesbriefings.net>

1. Contexte

L'agriculture demeure un secteur économique clé en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique (pays ACP) et emploie une importante main-d'œuvre, en particulier en Afrique.

L'augmentation rapide de la population et des revenus entraîne à la hausse la demande agro-alimentaire. Sur les marchés locaux, les acteurs de la chaîne de valeur peuvent exploiter ces nouvelles perspectives de croissance économique et d'emploi (les importations représentant aujourd'hui un pourcentage toujours plus important de la consommation alimentaire en Afrique).¹

L'Afrique subsaharienne compte la population la plus jeune et affiche la croissance démographique la plus rapide au monde. D'ici à 2050, son nombre d'habitants devrait doubler et la part de ce sous-continent dans la population mondiale devrait augmenter pour atteindre environ 23 % (contre 12 % en 2015). D'ici à 2035, 375 millions de jeunes devraient être en âge de travailler et s'ils peuvent exercer un emploi productif dans l'agriculture, ils contribueront à la transformation économique du continent.

Au cours de ces 15 dernières années, les gouvernements africains qui sont parvenus à promouvoir efficacement l'augmentation de la productivité agricole (Éthiopie, Rwanda) ont bénéficié d'une réduction plus rapide de la pauvreté, d'une plus forte hausse de la productivité de la main-d'œuvre dans les secteurs économiques autres que celui de l'agriculture et d'une diversification plus rapide de la main-d'œuvre, de l'agriculture vers les autres secteurs économiques. Comme la main-d'œuvre africaine continue à travailler majoritairement dans le secteur agricole, l'agriculture continuera à influencer les perspectives d'emploi et de subsistance, dans les systèmes agroalimentaires et les secteurs non agricoles en général. Une stratégie globale de croissance agricole, qui encourage le développement de systèmes de production et de commercialisation efficaces et compétitifs, peut ainsi être à la base d'une stratégie efficace de développement de l'emploi pour la plupart des gouvernements africains.²

Il est essentiel de trouver un équilibre tout en transformant l'agriculture. Comme dans la plupart des régions du monde, une transformation économique réussie peut aider les travailleurs occupant des emplois peu productifs dans le secteur agricole à trouver des emplois plus productifs dans d'autres secteurs. Toutefois, comme l'agriculture reste un secteur clé pour l'emploi, une croissance agricole inclusive est nécessaire pour améliorer les moyens de subsistance et les revenus de millions de petits exploitants qui devraient bénéficier des gains de productivité et des hausses de revenus dans ce secteur, même si la priorité est donnée aux exploitations commerciales de moyenne et grande taille.

Afin de stimuler la croissance dans les zones rurales, ainsi que de nouveaux emplois et investissements dans les exploitations, il y a lieu de doter la prochaine génération d'agriculteurs et de transformateurs agricoles de nouvelles compétences et de les initier à de nouvelles pratiques. Pour y parvenir, plusieurs changements devront intervenir : l'agriculture doit être compétitive pour rester bien positionnée sur les marchés ou en conquérir de nouveaux ; elle doit aussi être plus productive, se diversifier, recourir aux nouvelles technologies et innover pour utiliser plus efficacement les ressources.

¹ Entre 2001 et 2014, les importations alimentaires totales du sous-continent ont augmenté, passant de 6 à 45 milliards de dollars, Thomas S. Jayne, Felix Kwame Yeboah et Carla Henry. The future of work in African agriculture : Trends and drivers of change. Décembre. International Labour Officer. 2017

² Thomas S. Jayne, Felix Kwame Yeboah et Carla Henry. The future of work in African agriculture : Trends and drivers of change. Décembre. International Labour Officer. 2017

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dqreports/---inst/documents/publication/wcms_624872.pdf

2. Soutien politique à l'agriculture

L'agriculture des pays ACP doit faire face à une série de défis tels que le changement climatique, la rareté de l'eau due à une croissance démographique rapide, l'apparition de nouveaux ravageurs et les nouvelles épidémies, la pénurie de terres et la dégradation des sols.

Tout le monde s'accorde pour affirmer que le manque de financement fait durablement obstacle aux performances agricoles, tant au niveau des grandes entreprises agricoles que des petits exploitants. Il apparaît toutefois aujourd'hui davantage possible de miser sur le financement du secteur privé et l'intérêt des investisseurs étrangers, des fonds de pension et des banques étrangères pour les investissements directs et les prêts. Un nombre sans précédent de fonds s'appuie sur des partenariats public-privé, les donateurs et les fondations fournissant des capitaux patients aux entreprises agroalimentaires et aux PME des pays ACP.

Attirer et retenir les agriculteurs dans les régions rurales exigera d'importants investissements en capitaux et des mesures de soutien politique de grande envergure dans des domaines tels que la réglementation foncière, l'imposition, le droit des successions, le soutien à l'investissement, l'atténuation des risques et l'aide au démarrage. Il faudra également investir dans les infrastructures physiques (électrification rurale, infrastructures routières, ferroviaires et portuaires) et les marchés. Afin de combler le « fossé numérique » entre les zones rurales et urbaines dans l'UE et dans les pays ACP, il y a également lieu d'investir dans l'internet à haut-débit.

Il est également nécessaire de faciliter l'accès aux instruments financiers pour soutenir les investissements agricoles et la trésorerie des agriculteurs et de les adapter aux besoins d'investissement et aux profils de risque élevé des nouveaux venus dans le secteur. Le soutien à la nouvelle génération d'agriculteurs doit s'accompagner de mesures incitatives appropriées afin de faciliter le départ de l'ancienne génération et de renforcer la mobilité foncière. Dans ce contexte, l'expérience de l'UE dans le domaine du financement mixte en faveur des entreprises agricoles et des PME revêt une grande importance pour les pays ACP.

Les organisations de producteurs jouent un rôle majeur en assurant le transfert de connaissances et le mentorat entre les générations. Le renforcement de leur capacité institutionnelle assurera la durabilité de ces organisations tout en facilitant le renouvellement générationnel et la transition vers un secteur agricole modernisé.

La recherche et l'innovation dans divers secteurs (agronomie, reproduction, agriculture verticale, zootechnie et aspects biologiques, technologiques, numériques, organisationnels et en rapport avec les produits) sont essentielles pour améliorer la compétitivité agricole et transformer le système agroalimentaire. Il faut aussi renforcer et améliorer les systèmes de fourniture de services agricoles et les systèmes de vulgarisation afin de faciliter l'accès des agriculteurs aux technologies qui améliorent la productivité.

Dans ce contexte, les réussites engrangées par la politique agricole commune de l'Union européenne peuvent être très utiles pour les secteurs agricoles des pays ACP.

3. Promouvoir le développement des entreprises agroalimentaires et des compétences entrepreneuriales

Le commerce intra-africain possède un formidable potentiel de création d'emplois ; il peut aussi mobiliser les investissements et stimuler le développement et la croissance en Afrique.³ Stimuler le commerce intra-africain et renforcer l'intégration régionale permet d'accélérer efficacement la transformation économique de l'Afrique. L'augmentation du commerce intra-africain des produits agricoles et l'élimination des obstacles non tarifaires peuvent stimuler l'industrialisation et la compétitivité, au niveau des pays et des secteurs industriels, en renforçant les investissements dans la connectivité et les infrastructures physiques et numériques.

Des politiques favorables au développement du commerce intra-africain, telles que le projet de zone de libre-échange continentale (ZLEC) et de zone tripartite de libre-échange, seront essentielles pour la

³ ILRI-CTA, « Africa Agricultural Trade Monitor ». 2018.

création d'un marché continental unique de biens et de services, la libre circulation de la main-d'œuvre et des capitaux et une plus grande harmonisation des normes et des procédures.

La future zone de libre-échange continentale affichera un PIB combiné d'environ 2 300 milliards de dollars pour une population de plus d'1,2 milliard d'habitants, les jeunes représentant plus de la moitié de la population. Elle ouvrira le continent à de nouveaux investisseurs et améliorera les perspectives des entrepreneurs régionaux.

Vu le montant de la facture des importations alimentaires, les changements démographiques en cours, les formidables opportunités offertes par les marchés urbains du continent et surtout l'incroyable potentiel de l'agriculture africaine, le commerce intra-africain et intra-régional offre de réelles perspectives d'avenir. Il convient donc de renforcer ces échanges.

Le volume des marchés alimentaires urbains devrait être multiplié par quatre et dépasser les 400 milliards de dollars d'ici à 2030. Les entreprises agroalimentaires devront donc consentir des investissements majeurs dans la transformation, la logistique, l'infrastructure de marché et les réseaux de vente au détail. La classe moyenne en plein essor souhaite quant à elle diversifier son alimentation et en améliorer la qualité. Les secteurs les plus dynamiques devraient être ceux du riz, des céréales fourragères, de la volaille, des produits laitiers, des huiles végétales, de l'horticulture et des aliments transformés se substituant aux importations. Mentionnons également les exportations tropicales traditionnelles et leurs produits dérivés (en particulier le cacao, le caoutchouc, les noix de cajou et l'huile de palme), ainsi que certaines cultures horticoles à forte valeur ajoutée, les produits de la pêche et les biocarburants destinés à l'exportation.⁴

L'augmentation des revenus par habitant, l'urbanisation, la diversification de la demande, ainsi que l'émergence de chaînes de valeur mondiales offrent de nouveaux débouchés potentiels aux agriculteurs, aux entreprises commerciales et de transformation alimentaire, aux consommateurs et à d'autres acteurs économiques. Les nouvelles chaînes de valeur rurales telles que les énergies vertes, le secteur émergent de la bioéconomie, l'économie circulaire et l'éco-tourisme, peuvent également offrir aux régions rurales un réel potentiel de croissance et de création d'emplois.

L'évolution de la production agricole influence également la structure des exportations, avec l'apparition de toutes nouvelles catégories de produits dans le « top ten de l'exportation ». Ainsi, les exportations de fleurs coupées et de légumes frais, pratiquement inexistantes en 2003, ont fait leur apparition dans le « top five des exportations », et ce dès 2012.

« L'évolution des conditions climatiques et la disponibilité de terres arables de qualité favorisent le développement agricole avec la culture de produits tels que le coton, le café, le tabac, l'igname, le maïs, la banane et le manioc » (AATM, 2018).

Il est essentiel d'améliorer l'accès au marché des produits à forte valeur ajoutée dont peuvent profiter les acteurs de la chaîne de valeur et les petits producteurs et de les associer à un secteur privé dynamique et compétitif.

Des partenariats intelligents devront être mis en place dans les domaines clés suivants : i) le développement des compétences entrepreneuriales pour améliorer l'efficacité des agriculteurs et des entrepreneurs ; ii) le renforcement du secteur privé en tant que moteur de changement ; iii) l'amélioration de l'accès au marché des acteurs de la chaîne de valeur ; iv) l'accès à des mécanismes de financement appropriés.

Des systèmes de qualité ouvrent de nouveaux débouchés sur les marchés régionaux, européens et mondiaux. L'amélioration de la qualité des produits alimentaires et la mise en valeur des produits agroalimentaires traditionnels et d'origine, notamment par le biais des indications géographiques (IG), offrent aussi de nouvelles perspectives, en termes de diversification et de création de valeur ajoutée. L'Union européenne soutient le renforcement de la protection des indications géographiques mondiales, dans l'UE comme dans les pays ACP. Ces indications peuvent apporter des avantages aux communautés locales en favorisant les produits profondément enracinés dans des traditions culturelles locales. Elles favorisent le développement rural et la création de nouvelles possibilités d'emploi dans la production, la transformation et autres services connexes.⁵

⁴ Growing Africa. Unlocking the Potential of Agribusiness. Banque mondiale. Janvier 2013

⁵ UE. Indications géographiques (EN). <http://ec.europa.eu/trade/policy/accessing-markets/intellectual-property/geographical-indications/>

Les consommateurs des pays développés et en développement se tournent de plus en plus vers des produits agroalimentaires dont l'origine locale a été attestée. Certains sont associés à un lieu de production spécifique, alors que d'autres sont profondément ancrés dans une culture traditionnelle et intrinsèquement liés au contexte de production d'une origine spécifique. Pour les petits et moyens exploitants et producteurs, cette tendance pourrait créer de nouvelles perspectives ainsi que des marchés de niche, ce qui compléterait les efforts d'amélioration des normes et répondrait à l'évolution de la demande des consommateurs. Les produits liés à une origine spécifique peuvent en outre s'inscrire dans un cycle de qualité durable.

4. La digitalisation transforme l'agriculture

La nécessité croissante d'améliorer les rendements, associée aux impératifs de protection environnementale, exige l'adoption de pratiques innovantes et rentables.

Dans le secteur agricole, la digitalisation améliore l'efficacité des ressources. Elle permet de mesurer à distance la santé des sols, d'améliorer la gestion des ressources en eau et de surveiller le bétail et les cultures. Elle permet aux agriculteurs d'avoir accès à des informations sur les prix et la météo. De nombreux exploitants et acteurs de la chaîne de valeur utilisent déjà les technologies numériques qui sont intégrées dans des solutions agricoles et qui permettent de limiter les pertes. Elles utilisent des smartphones, des tablettes, des capteurs au sol, des drones et des satellites. L'analyse des données recueillies permet aux agriculteurs de mieux planifier leurs activités, de gagner en efficacité, et d'améliorer leurs bénéfices.

Un peu partout dans les pays APC, on voit émerger des plateformes virtuelles permettant aux acheteurs et aux vendeurs d'améliorer les partenariats commerciaux.

Leur développement nécessite toutefois de relever une série de défis comme le développement des compétences numériques, les problèmes d'accès et de coût, la mise en place d'infrastructures à haut-débit dans les zones rurales, le coût de l'équipement technologique et la collecte et la gestion des *big data*.

La formation professionnelle et le développement des compétences doivent mettre l'accent sur les compétences informatiques. Des partenariats pourraient être mis en place pour offrir des services en ligne de mentorat et de conseils aux entreprises.

5. Perspectives d'avenir

Les politiques rurales devraient accorder la priorité à la nécessité d'un renouveau générationnel dans l'agriculture.

Les communautés rurales doivent avoir un meilleur accès aux services publics, aux soins de santé, à une éducation de qualité et à la connectivité. C'est de cette façon qu'elles pourront retenir les agriculteurs et les entrepreneurs et en attirer de nouveaux.

L'augmentation de la demande alimentaire, nourrie par la croissance démographique et l'augmentation des revenus, ouvrira de nouveaux horizons pour l'agriculture et la création d'emplois dans les pays ACP, en particulier en Afrique. Pour exploiter ce potentiel, il faudra promouvoir une augmentation responsable, durable et inclusive de la production alimentaire et améliorer les rendements. Il faut adapter les modes de production et de commercialisation aux nouvelles attentes des consommateurs, aujourd'hui attentifs à des aspects comme l'impact de la production sur leur santé, l'environnement et le climat.

Afin d'exploiter efficacement les nouvelles perspectives de transformation économique et les possibilités d'emploi qui y sont associées, les décideurs politiques devront anticiper les tendances qui affectent l'agriculture africaine et formuler et mettre en œuvre de manière proactive des stratégies qui permettent d'y répondre.

Pour intégrer la résilience des communautés et l'agriculture résiliente face au climat dans des stratégies d'emploi plus générales, les gouvernements africains doivent intensifier l'agriculture de manière durable et atteindre leurs objectifs en matière d'emploi.

Les programmes de promotion de l'accès des jeunes aux terres sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important. Il y a également lieu de favoriser la mise en place d'un environnement législatif favorable, notamment au niveau des lois successorales, afin de garantir l'existence de parcelles d'une superficie suffisante pour que l'agriculture soit une activité économique viable.

Les gouvernements pourraient promouvoir des objectifs à long terme en matière d'emploi et de subsistance en mobilisant davantage de ressources en faveur de l'éducation et du développement des compétences dans le domaine de l'agriculture et des systèmes agroalimentaires. Une production agricole suffisante et de qualité exige en effet de plus en plus de connaissances.

Les agriculteurs, tout comme les autres acteurs de la chaîne de valeur, doivent tenir compte des nouvelles attentes dans le domaine alimentaire, en particulier la sécurité sanitaire des aliments, la qualité alimentaire, la lutte contre les déchets alimentaires, les normes environnementales et le bien-être animal.

Les citoyens souhaitent aussi de plus en plus avoir accès à une grande variété d'aliments susceptibles d'apporter des avantages à la société dans son ensemble : produits biologiques, produits portant des indications géographiques (IG), spécialités locales et innovations alimentaires.

La politique a donc pour vocation première d'aider les agriculteurs à anticiper l'évolution des habitudes alimentaires et d'ajuster leur production aux signaux envoyés par les marchés et à la demande des consommateurs.

Objectifs du briefing : Pour améliorer l'échange d'information et promouvoir la mise en réseau, le CTA, la DG DEVCO de la Commission européenne, le Secrétariat ACP et Concord organisent depuis 2007 des briefings bimestriels sur des problématiques et défis clés liés au développement rural dans le cadre de la coopération UE/ACP. La [DG Agriculture et développement rural](#) se joint à l'organisation de ce briefing afin de partager les bonnes pratiques dans le contexte de la coopération entre l'UE et les ACP

Groupe cible : Environ 150 décideurs ACP-UE et représentants des États membres de l'UE, des groupes de la société civile, des réseaux de recherche et des spécialistes du développement, du secteur privé et des organisations internationales établies à Bruxelles.

Résultats : Un rapport succinct et un document de fond en format papier et électronique seront publiés peu après la réunion. Les informations et les commentaires apportés avant, pendant et après les réunions seront publiés sur le site des briefings : <https://bruxellesbriefings.net/>